

LETTRE DE L'OBSERVATOIRE DE LA FAMILLE

Enquête 2009



Pour réaliser cette étude nous avons travaillé à partir d'un questionnaire adressé sous pli postal à un échantillon de 4000 ménages, obtenu par tri aléatoire des familles ayant au moins un enfant de moins de 25 ans et résidant dans le département de l'Aude

Nous avons donc effectivement travaillé sur 759 réponses dont la typologie sociale semble relativement proche de celle de la population de référence.



LE POUVOIR D'ACHAT DES FAMILLES DE L'AUDE

En 2009, pour répondre à l'actualité, nous avons choisi de travailler dans le cadre du thème commun à plusieurs UDAF, sur un nouveau volet des préoccupations des parents « **Le pouvoir d'achat des familles** ». Les différentes études départementales feront l'objet en 2010 d'une synthèse nationale.

Nous ne pouvons pas présenter les résultats de cette enquête sans remercier très chaleureusement, pour leur apport précieux, le grand nombre de parents qui a accepté de nous consacrer un peu de temps pour y répondre. Par leur taux de réponses massif, ils nous ont conforté dans la pertinence de nos questionnements et dans le besoin qu'ils avaient d'exprimer leur ressenti face à leur quotidien.

Cette enquête qui sera la seconde de notre Observatoire n'a pas pour but de concurrencer les données statistiques sur le pouvoir d'achat telles que présentées par l'INSEE mais de mieux appréhender le vécu des familles du département face au contexte économique actuel.

Pour cela notre analyse s'attachera : à évaluer la perception des familles au regard de certains postes de dépenses comme les énergies, l'alimentation, la prise en charge des enfants, l'éducation ou la santé et à comprendre les stratégies qu'elles

développent pour s'adapter à leur environnement.

Néanmoins, il nous semble important de situer le contexte de notre enquête plus globalement, en particulier par rapport à la notion de crise économique et à la perception qu'ont les ménages de leur pouvoir d'achat.

Depuis 2008, l'actualité a focalisé notre attention sur la crise financière. Après éclatement de la bulle immobilière aux Etats-Unis, la « découverte » des pratiques de la quasi-totalité des grands établissements financiers mondiaux qui ont entraîné des pertes colossales et contraint les gouvernements à jouer les « pompiers », il semblerait que la situation financière mondiale soit en voie de stabilisation. Ainsi, après la remontée des cours boursiers et les prémices d'un retour à la croissance, nous voyons réapparaître les bonus financiers.

Pour autant, si le capitalisme financier semble avoir retrouvé une certaine superbe, les conséquences de ses dérives ne cessent d'avoir des répercussions sur l'économie réelle et de manière plus concrète sur la



vie des familles.

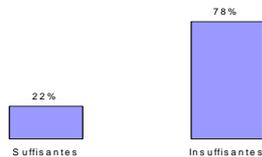
- Augmentation du taux de chômage
- Fixité des salaires et des prestations sociales
- Hausse du coût de l'énergie
- Hausse des loyers, du coût des dépenses de santé et d'éducation ...

Ce qui faisait dire à Henri Solans, économiste, lors de la présentation de son dernier livre « L'économie politique mise à nu par la question sociale même » :

Nous savons depuis longtemps, avant que cette crise n'éclate, qu'il y a de la pauvreté, des travailleurs pauvres, des gens exclus, pour lesquels on prend des mesures pseudo-sociales et puis rapidement on confie le problème à des associations caritatives. De sorte que, même à une période où l'on disait qu'il n'y avait pas de crise, ceux qui sont dominés, savaient eux qu'il y avait une crise ! Quand est-ce qu'on dit qu'il y a crise ? Lorsque les dominants sont touchés dans leur portefeuille ! Quand les dominés sont touchés dans leur niveau de vie, il n'y a pas de crise. On dit pudiquement « qu'il y a une baisse du pouvoir d'achat ».

Un taux de réponse proche des 20% ET 759 questionnaires exploités.

NIVEAU DE RESSOURCES



L'échantillon des familles ayant répondu est proche de la population de l'Aude - 20% des personnes qui ont répondu à cette enquête déclarent ne pas vivre en couple dont la majorité (71%) sont des personnes séparées ou divorcées et 41% des personnes vivant en couple sont des familles recomposées. On notera aussi que 22% des répon-

Qui a répondu ?

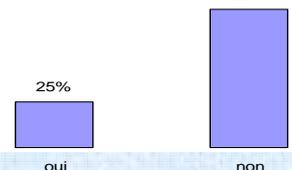
dants sont des hommes. Ce pourcentage est indépendant de leur situation matrimoniale.

- En ce qui concerne la répartition par catégories socioprofessionnelles elle reste relativement proche de celle de la population de référence même si l'on peut constater une sur-représentation des ouvriers et des employés (55%) ainsi que de ceux sans activité profession-

nelle (20%). Le thème de cette enquête n'est peut-être pas étranger à l'investissement de ces ménages plus exposés aux fluctuations du pouvoir d'achat.

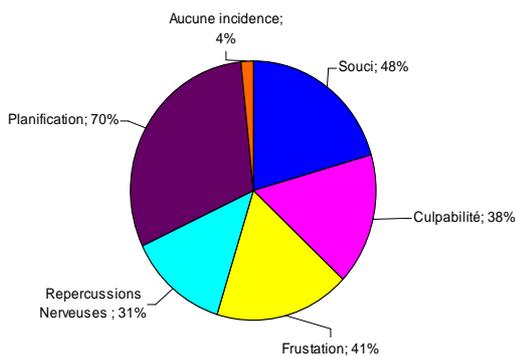
- le nombre moyen d'enfants par famille est de 1.80

MARGE DE MANOEUVRE



Budget des familles et perspectives

Répercussions sur le quotidien des familles



De manière globale, 92% des familles déclarent avoir ressenti la hausse des prix. Et plus d'une sur deux pense que leur pouvoir d'achat va encore baisser alors que :

- 75% ne disposent d'aucune marge de manœuvre pour faire face à de nouvelles dépenses et que 78% pensent que leur ressources seraient insuffisantes en cas d'aggravation de la situation. - près de la moitié des ménages pensent n'avoir ni plus, ni moins de difficultés

que les autres (40%), 19% estiment avoir plus de difficultés que les autres et 41% en avoir moins.

Dans 95% des cas, la hausse des prix impacte le quotidien des familles imposant :

- davantage de planification des dépenses quotidiennes : 70%
- des soucis face à la situation financière : 48%
- de la culpabilité : 38% et de la frustration : 41%.
- des répercussions nerveuses 31%.

Dépenses liées au logement

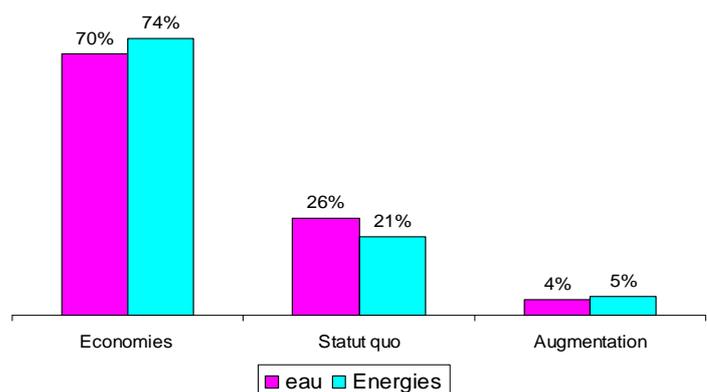
Ce sont les hausses liées aux énergies domestiques qui sont le plus vivement constatées par les familles (hausse importante pour 84%). Quant à la hausse du prix de l'eau, elle est considérée comme importante par 70% des familles.

Ainsi plus de 7 familles sur 10 ont décidé de réduire leur consommation sur ces deux pôles.

Près des deux tiers d'entre elles déclarent avoir réduit cette consommation au

maximum en particulier chez les familles monoparentales.

Adaptation des comportements



Dépenses liées à l'alimentation

- les Familles

Pour la grande majorité des familles interrogées, répondre à cette augmentation des prix alimentaires a imposé une modification profonde de leur mode de consommation.

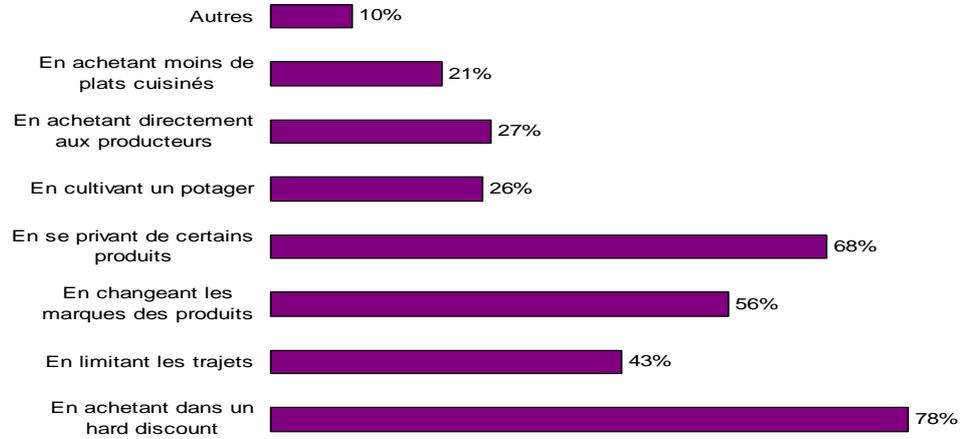
La réponse qu'elles ont du mettre en place n'est pas univoque et les a obligées à combiner plusieurs actions. Mais trois axes, semblent avoir été privilégiés par les familles :

- la fréquentation des hard discounts : 78%,
- le changement de marque des produits : 56%,
- surtout, ce qui est plus

préoccupant, en se privant de certains produits : 68%. 52% des familles interro-

gées disent avoir réduit au maximum leurs dépenses alimentaires.

Monoparenta-



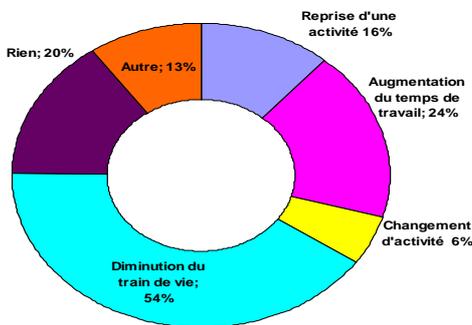
Dépenses liées aux enfants

Par rapport aux charges liées à leurs enfants ce sont dans les domaines des charges connexes aux études (logement, alimenta-

tion : 80%), puis de l'habillement, des frais de scolarité (67%) que les familles ont ressenti les plus fortes hausses.

Pour les enfants aussi les économies sont de rigueur, notamment en matière d'habillement, de transport.

56% des familles pensent que l'orientation scolaire de leurs enfants sera conditionnée par leur niveau de ressources



Même si les parents sont prêts à faire de nombreux efforts (diminution du train de vie : 54%, modification de leur propre cursus professionnel 46%) pour les études de leurs enfants, l'orientation reste subordonnée au niveau de vie pour plus de la moitié des familles.



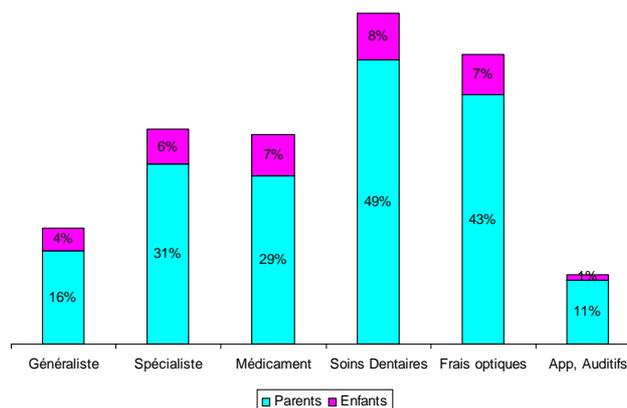
Dépenses de Santé

Les parents renoncent à certains soins

49% des parents ont déjà renoncé à des soins dentaires,

43% à des frais d'optique, 31% à des consultations chez un spécialiste ou à des médicaments.

Si les parents se privent de certains soins, ils privilégient la prise en charge de leurs enfants.



L'accès au soins est de plus en plus difficile pour les familles de l'Aude

◆ CREDIT A LA CONSOMMATION

13% des familles utilisent de manière régulière les crédits à la consommation.

Ce sont les familles les plus modestes qui ont le plus recours à ce type de financement .



◆ AIDE A LA GESTION BUDGETAIRE

86% des familles ne connaît pas ce type de mesures .

Parmi les 14% qui en ont entendu parlé, 63% pensent ne pas en avoir besoin ou que cela s'adresse à des familles en

difficulté .

Mais 72% de l'ensemble des familles pensent que demander un conseil ou une aide en matière de budget est une démarche difficile .

► DISPOSITIFS EN FAVEUR DU POUVOIR D'ACHAT

89% des familles trouvent les mesures prises inadaptées à leurs besoins

Concernant la modification des conditions d'attribution de la majoration pour âge des enfants qui entraîne une réduction

cumulée de 600€ par enfant, près d'une famille sur deux pense que les sommes économisées devraient être réaffectées directement au budget des familles à travers les allocations familiales. Et dans ce cas, cette redistribution devrait être principalement réorientée vers la santé (34%) et l'éducation 26%.

Mais 37% d'entre elles souhaitent que les sommes économisées sur la branche famille soient redéployées dans le cadre d'une solidarité plus globale comme les retraites et la santé.

CONCLUSION

Face à cette situation, il semble évident que les parents audois ont déjà établi un plan de rigueur assez drastique pour pouvoir continuer à faire face à la situation. Ainsi, le nouveau maître mot de la gestion budgétaire dans les familles du département est : ECONOMIE

Tous les domaines sont touchés et pratiquement, toutes les familles. Même si le moral des familles semble un peu plus pessimiste que la situation ne l'exigerait, certains points sont particulièrement préoccupants. En effet, cette étude montre la situation de grande fragilité que vit plus de la moitié des parents interrogés. Ainsi, 75% d'entre eux nous disent n'avoir plus aucune marge de manœuvre pour pouvoir faire face à de nouvelles augmentations des prix. Ce vécu est un vecteur de stress important pour les parents générant dans un cas sur deux :

souci, culpabilité, frustration ... Mais cette situation pourrait aussi avoir des conséquences sur la santé physique des personnes puisque nous voyons apparaître la privation de soins et de certains médicaments dans 7 cas sur 10. Or, dans le sondage SOFRES/SPF cité précédemment, ce qui était perçu comme le plus fort symbole de pauvreté était de ne pas pouvoir se procurer une alimentation équilibrée et dans le même temps plus d'un tiers des parents dit avoir retardé des prises en charge médicales.

Les données recueillies par cette enquête, couplées aux caractéristiques socio-économiques de notre département - médiane du niveau de vie dans la tranche la plus basse (13 740 à 14 820€ / médiane en France 15 766€) et taux de pauvreté le plus élevé (entre 14.6% et 18.8% contre 11.7% sur l'ensemble de la France) -

valide le commentaire d'Henri Solans sur l'euphémisme de la baisse du niveau de vie pour les plus pauvres .

Ces constatations et la parole des parents de notre département montrent aussi la nécessité de la mise en place de politiques publiques familiales permettant aux parents non plus de s'inscrire dans une dynamique budgétaire de plus en plus contrainte mais de tendre à retrouver une logique de besoins telle que le propose le mouvement familial qui a construit depuis 1956 un budget-type. Ce dernier, après avoir déterminé les besoins à satisfaire pour assurer un niveau de vie décent, évalue le montant des ressources nécessaires : ainsi en 2009 pour

- un couple avec de 2 enfants, le niveau de ressources aurait dû être de 2 429€/mois ;
- avec 2 adolescents de 2 796€/mois ;
- en monoparental avec 2 enfants de 1 968€/mois .



Retrouvez l'intégralité des résultats de cette enquête sur le site de l'UDAF 11 www.udaf11.fr

